

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

12 octobre 2012

## PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2013 - (N° 235)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

**AMENDEMENT**

N° I-360

présenté par

M. Hetzel, M. Herth, M. Marc, M. Philippe Armand Martin, M. Alain Marleix, M. Moudenc, M. Poniatowski, M. Reiss, M. Sturni, M. Suguenot, M. Tian, M. Philippe Gosselin, M. Salen, Mme Schmid, M. Schneider et M. Aubert

-----

**ARTICLE 6**

Supprimer cet article.

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Le présent projet de loi de finances propose d'imposer les plus-values de cession des valeurs mobilières au barème progressif de l'IR et prévoit la mise en place d'une exonération partielle sur 12 ans, par le biais d'un abattement sur le gain net (40 % maximum).

La fiscalité envisagée par l'article 6 du présent projet de loi de finances bloquera et la création et la cession d'entreprise. En Europe, la fiscalité maximale attachée aux plus-values de cessions est aujourd'hui la suivante :

Espagne	UK	Allemagne	France
21 %	28 %	26,4 %	34,5 %

France PLF 2013
58,2 %

À ce taux le plus élevé des principaux pays européens, l'article 6 prépare une hausse de 80 %, en passant de 34,5 % à 58,2 %, voire à 62,2 % dans certains cas.

Quant à la rétroactivité rattachée à ce dispositif, elle est moralement et financièrement très contestable.

Le système d'abattement progressif sur 12 ans est loin de compenser un impact aussi écrasant.

C'est pourquoi, il convient de supprimer cette disposition.